

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 5 mai 2000, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté royal "relatif aux congés et aux absences accordés à certains membres du personnel des services qui assistent le pouvoir judiciaire", a donné le 19 juin 2000 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 5 mei 2000 door de Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de verloven en de afwezigheden toegestaan aan sommige personeelsleden van de diensten die de rechterlijke macht terzijde staan", heeft op 19 juni 2000 het volgende advies gegeven :

I. Formalités préalables

1. L'alinéa 2 du préambule de l'arrêté en projet fait référence à l'article 39, alinéas 3 et 6, de la loi du 16 mars 1971 sur le travail. Cette disposition concerne la protection de la maternité et prévoit en son alinéa 6, qu'en cas de décès ou d'hospitalisation de la mère, le père peut solliciter un congé de paternité.

Toutefois, il revient au Roi de déterminer, après avis du Conseil national du travail, la durée ainsi que les conditions et les modalités suivant lesquelles le congé de paternité peut avoir lieu.

L'article 32 du projet met en oeuvre cette disposition au profit des membres du personnel des services qui assistent le pouvoir judiciaire.

A la question de savoir si la formalité préalable prévue à l'article 39, alinéa 6, précité, a été accomplie, le fonctionnaire délégué a répondu qu'elle ne l'avait pas été, le Conseil national du travail n'étant pas compétent en l'espèce.

Cependant, en vertu de l'article 3, § 1er, alinéa 6, de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, le comité commun à l'ensemble des services publics se substitue au Conseil national du travail dans tous les cas où les dispositions en vigueur requièrent l'avis ou une proposition de ce Conseil pour les questions intéressant exclusivement le personnel

.../...

des services publics auxquels le régime institué par la loi du 19 décembre 1974, précitée, a été rendu applicable.

Or, sur la base de l'article 3, § 1er, alinéa 1er, 1°, de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974, précitée, le régime institué par cette loi est rendu applicable "aux membres du personnel des services qui assistent le pouvoir judiciaire".

En conséquence, l'article 32 du projet requiert l'avis du comité commun à l'ensemble des services publics.

Vu l'absence de cette formalité, l'article 32 du projet ne sera pas examiné par la section de législation du Conseil d'Etat, le texte de cette disposition pouvant encore être modifié en fonction de l'avis précité et ainsi ne pas être définitif.

2. Le Conseil d'Etat attire également l'attention de l'auteur du projet sur la formalité imposée par l'article 15 de la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale (1).

(1) L'existence de cette formalité préalable a déjà été indiquée lorsque la section de législation s'est prononcée sur l'arrêté royal du 27 février 1992 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle pour les membres du personnel de l'Ordre judiciaire (voir l'avis du 18 décembre 1991, publié au moniteur belge du 21 mars 1992, p. 6009).

Aux termes de cette disposition, le Ministre de l'Emploi et du Travail ou le Ministre de la Prévoyance sociale doit soumettre à l'avis du Conseil national du travail ou du comité de gestion d'un organisme d'intérêt public mentionné dans la liste établie à l'article 1er de la même loi, tout avant-projet de loi ou projet d'arrêté organique ou réglementaire tendant à modifier la législation ou la réglementation que l'organisme est chargé d'appliquer.

Le chapitre XI du projet relatif au congé pour interruption de la carrière professionnelle contient des dispositions ayant trait à l'allocation d'interruption qui sera prise en charge par l'Office national de l'Emploi.

L'Office national de l'Emploi étant cité à l'article 1er de la loi du 25 avril 1963, précitée, il y a lieu de faire application de l'article 15 de la même loi.

Il ressort des explications du fonctionnaire délégué que le Ministre de l'Emploi compte faire application de l'article 15, alinéa 3, en vertu duquel le ministre peut invoquer l'urgence moyennant l'information du président du comité de gestion de l'Office national de l'Emploi.

Si tel était bien le cas, il convient d'insérer dans le préambule un nouvel alinéa rédigé comme suit :

"Vu la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale, notamment l'article 15, alinéa 3, vu l'urgence;"

.../...

II. Observations préliminaires

1. L'arrêté en projet s'inspire dans une très large mesure de l'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'Etat. Ce dernier arrêté a donné lieu à un avis de la section de législation du Conseil d'Etat du 9 juillet 1998 (n° L 27.702/1 joint en annexe au présent avis) auquel il est renvoyé lorsque le texte en projet présente des similitudes avec les dispositions de l'arrêté royal du 19 novembre 1998, précité.

2. Dans son avis n° L. 27.702/1, la section de législation a ainsi invité l'auteur du projet à joindre à celui-ci un rapport au Roi dans lequel les principales modifications et nouveautés du régime de congé seraient expliquées à l'intention des agents et des services du personnel.

La même observation peut être formulée en l'espèce.

Une information générale et complète ne peut qu'améliorer la compréhension des textes et participer à la transparence de la fonction publique (1).

(1) Voir également en ce sens l'avis n° L. 28.129/4 sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "portant le statut administratif et pécuniaire des agents du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale", donné le 8 mars 1999.

3. Les articles 33 et 34 du projet concernent le congé parental. La reconnaissance d'un tel congé est imposée à l'Etat belge en vertu d'une directive européenne 96/34/CE du Conseil du 3 juin 1996 concernant l'accord-cadre sur le congé parental conclu par l'UNICE, le CEEP et la CES (1).

Aux termes de l'article 2, § 3, de cette directive, lorsque les Etats membres prennent des mesures destinées à la mettre en oeuvre, ils sont tenus d'y faire expressément référence.

Pour satisfaire à cette exigence, l'auteur du projet insérera dans le préambule un considérant faisant référence à la directive.

Par ailleurs, le chapitre IV du projet concerne la protection de la maternité.

Ces dispositions sont notamment imposées à la Belgique par une directive européenne 92/85/CEE du Conseil du 19 octobre 1992 concernant la mise en oeuvre de mesures visant à promouvoir l'amélioration de la sécurité et de la santé des travailleuses enceintes, accouchées ou allaitantes au travail (dixième directive particulière au sens de l'article 16, § 1er, de la directive 89/391/CEE) (2).

(1) J.O.C.E. du 19 juin 1996, n° L. 145/4.

(2) J.O.C.E. du 28 novembre 1992, n° L. 348/1.

L'attention de l'auteur du projet est attirée sur l'article 14 de cette directive qui impose aux Etats membres l'obligation d'informer la Commission des mesures qu'ils prennent pour garantir les résultats imposés par la directive et de faire référence à celle-ci dans les textes qu'ils adoptent ou lors de leur publication officielle.

En vue de satisfaire à cette dernière exigence, l'auteur du projet insérera également dans le préambule un considérant faisant référence à la directive précitée.

4. L'arrêté en projet fixe les congés et les absences qui sont accordés aux membres du personnel des services judiciaires.

Or, certains congés reconnus aux agents de l'Etat fédéral ne sont pas consacrés dans le présent arrêté en projet. Ainsi en va-t-il du congé pour formation ou de la dispense de service pour suivre une formation et du congé pour mission que ce soit pour l'exercice d'une fonction dans un cabinet ministériel ou pour une mission d'intérêt général.

Selon le fonctionnaire délégué, pour ce qui concerne le congé de formation, un arrêté est actuellement en préparation pour déterminer le contenu des formations organisées à l'attention des différentes catégories du personnel des services judiciaires et, ultérieurement, un autre arrêté sera pris pour fixer les modalités du congé accordé pour suivre ces formations.

.../...

Quant au congé pour mission, le fonctionnaire délégué a fait référence aux articles 330 et 330bis du Code judiciaire aux termes desquels le Ministre de la Justice peut autoriser des délégations et permettre ainsi à différentes catégories de personnel de travailler ailleurs que dans leur service d'origine, et notamment dans des cabinets ministériels ou dans d'autres départements ministériels.

De telles explications doivent également être reproduites dans un rapport au Roi.

A l'article 13, le projet utilise l'expression "vit en couple" et dans le texte néerlandais "samenleeft".

A l'article 65, § 2, alinéa 4, le projet utilise l'expression "cohabite" et dans le texte néerlandais "samenwoont".

Il convient d'uniformiser la terminologie.

III. Observations particulières

Préambule

A. Fondement juridique

Dans le préambule, la référence à l'article d'un texte se fait toujours en mentionnant toutes les modifications expresses et encore en vigueur que l'article a subies.

.../...

Alinéa 1er : Code judiciaire

1. Article 353bis

Il y a lieu d'écrire :

"L'article 353bis, inséré par la loi du 6 mai 1997, et modifié par les lois des 24 mars 1999 et 12 avril 1999 ...".

2. Article 354

Il y a lieu de supprimer la référence aux modifications apportées à l'article 354 par les lois des 15 juillet 1970 et 26 mars 1996, celles-ci n'étant plus en vigueur. En conséquence, mieux vaut écrire :

"L'article 354, modifié par les lois des 21 février 1983, 17 février 1997, 22 décembre 1998 et 12 avril 1999;".

Alinéa 2 : Loi du 16 mars 1971 sur le travail

Il y a lieu d'écrire :

"Vu la loi du 16 mars 1971 sur le travail, notamment l'article 39, alinéa 3, remplacé par la loi du 25 janvier 1999, et l'alinéa 6, inséré par la loi du 29 décembre 1990;".

.../...

Alinéa 3 : Loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant
des dispositions sociales

1. Article 99

Il y a lieu d'écrire :

"L'article 99, modifié par l'arrêté royal n° 424 du 1er août 1986, et les lois des 21 décembre 1994, 22 décembre 1995, et 13 février 1998, ...".

2. Article 100

Mieux vaut écrire :

"L'article 100, remplacé par l'arrêté royal n° 424 du 1er août 1986 et modifié par les lois des 21 décembre 1994 et 26 mars 1999, ...".

3. Article 102

Il est proposé d'écrire :

"L'article 102, remplacé par l'arrêté royal n° 424 du 1er août 1986 et modifié par les lois des 21 décembre 1994, 22 décembre 1995 et 26 mars 1999, ...".

.../...

B. Référence aux textes partiellement abrogés

Alinéa 5 : Arrêté royal du 30 mai 1970 relatif au statut des greffiers de l'Ordre judiciaire, du personnel des greffes des Cours et tribunaux et du personnel des parquets

L'arrêté royal du 20 novembre 1998 a abrogé l'arrêté royal du 30 mai 1970, à l'exception des articles 51 à 62.

Il y a donc lieu de ne viser que les modifications encore en vigueur apportées à ces dernières dispositions.

En conséquence, mieux vaut écrire :

"Vu l'arrêté royal du 30 mai 1970 relatif au statut des greffiers de l'Ordre judiciaire, du personnel des greffes des Cours et tribunaux et du personnel des parquets, modifié par les arrêtés royaux des 29 septembre 1970, 26 novembre 1971, 4 juillet 1975, 29 septembre 1987 et 20 novembre 1998;"

C. Ministres proposant

Le Ministre du Budget a contresigné le projet. Il convient, dès lors, qu'il le propose également.

.../...

Dispositif

Article 1er

L'article 1er du projet définit le champ d'application de l'arrêté en projet.

1. Le paragraphe 1er vise les différentes catégories de personnel qui bénéficieront de l'ensemble des dispositions en projet.

Il s'agit des membres des secrétariats des parquets, du personnel administratif des greffes et des secrétariats des parquets, des membres du personnel titulaires d'un grade de qualification particulière au sens de l'article 185, alinéa 1er, du Code judiciaire, des référendaires près la Cour de cassation, des référendaires et des juristes de parquet près les cours d'appel et près les tribunaux et des attachés au service de la documentation et de la concordance des textes auprès de la Cour de cassation.

Les articles 185, alinéa 1er, 353bis et 354 du Code judiciaire habilitent le Roi à fixer, pour ces personnes, le régime des absences, des congés, des vacances, des absences pour cause de maladie ou d'infirmité ainsi que la position de disponibilité et le traitement d'attente qui y est attaché.

2. Le paragraphe 2 en projet rend applicable aux membres des greffes, c'est-à-dire les greffiers, les dispositions relatives au congé de paternité, au congé de

.../...

maladie, à la disponibilité pour maladie et au congé pour soins palliatifs.

En vertu de l'article 354, alinéas 2 et 3, du Code judiciaire, le Roi est habilité à fixer pour les greffiers les absences pour cause de maladie ou d'infirmité et à déterminer la position de disponibilité ainsi qu'un traitement d'attente, conformément aux dispositions en vigueur pour les agents de l'Etat.

a) En ce qui concerne le congé de paternité, il convient de se référer à la loi du 16 mars 1971 sur le travail et, plus particulièrement, au chapitre IV de cette loi qui concerne la protection de la maternité.

Le régime de protection qui est ainsi prévu est applicable à tout travailleur y compris aux personnes qui, autrement qu'en vertu d'un contrat de louage de travail, fournissent des prestations de travail sous l'autorité d'une autre personne (article 1er, alinéa 2, 1°, de la loi précitée).

C'est donc l'ensemble des dispositions du chapitre IV, précité, qui est applicable aux greffiers.

Il n'est, dès lors, pas exact de rendre uniquement applicables aux greffiers les dispositions ayant trait aux modalités d'exécution du congé de paternité.

En vertu de la loi du 16 mars 1971, précitée, les greffiers doivent bénéficier de l'ensemble des mesures

.../...

d'exécution ayant trait au régime de la protection de la maternité.

L'article 1er, § 2, 1°, du projet doit, en conséquence, être revu sur ce point de manière à y inclure toutes les mesures d'exécution relatives aux congés de maternité et de paternité.

b) L'article 99, alinéa 5, 3°, de la loi du 22 janvier 1985 de redressement contenant des dispositions sociales habilite également le Roi à étendre le régime de l'interruption de la carrière professionnelle "aux membres du personnel des autres services de l'Etat".

A titre d'exemple, peuvent ainsi être rendus applicables aux greffiers les articles 100, 100bis, 102 et 102bis de la loi du 22 janvier 1985, précitée, c'est-à-dire l'interruption de la carrière, la suspension complète de l'activité professionnelle pour l'octroi de soins palliatifs à un tiers, la réduction des prestations de travail d'1/5, 1/4, 1/3 ou 1/2 ainsi que la réduction des prestations de travail pour l'octroi de soins palliatifs à un tiers. Or, l'article 1er, § 2, 4°, du projet n'envisage que le bénéfice du congé pour soins palliatifs.

Le motif pour lequel un régime de congé est applicable à une catégorie déterminée d'agents et non à une autre, est parfois évident. Dans d'autres cas, les choix qui ont été opérés ne paraissent pas aussi justifiés. Il convient, dès lors, de préciser dans le Rapport au Roi pour quelles raisons objectives les autres régimes de congé

.../...

institués par la loi du 22 janvier 1985, précitée, ne sont pas rendus applicables aux greffiers.

3. La même observation vaut pour le paragraphe 3 en projet qui vise les membres du personnel nommés à titre provisoire ainsi que les stagiaires.

C'est ainsi que, d'une part, il convient, par exemple, de justifier objectivement pour quelle raison ces personnes ne peuvent bénéficier d'un congé en vue de mener une campagne électorale. D'autre part, il ressort du paragraphe 3, 4°, en projet, que les stagiaires et les membres du personnel nommés à titre provisoire ne peuvent bénéficier du congé pour interruption de la carrière professionnelle.

Or, comme il a déjà été souligné ci-avant, un tel congé recouvre également le congé pour l'octroi de soins palliatifs à un tiers, congé qui, au regard de la loi du 22 janvier 1985, précitée, est devenu un droit pour tout travailleur.

Il importe, dès lors, de préciser au paragraphe 3, 4°, en projet que les stagiaires et les membres du personnel nommés à titre provisoire ne sont pas exclus du bénéfice du congé pour soins palliatifs.

.../...

4. Il serait préférable de compléter le paragraphe 4 par l'alinéa suivant (qui constitue l'actuel paragraphe 2 de l'article 2) :

"Pendant ces congés, le personnel engagé par contrat de travail conserve, sauf disposition contraire, son traitement et ses droits à l'avancement dans son échelle de traitement.".

Article 2

1. Au paragraphe 1er, 1°, il est préférable d'écrire :

"1° membre du personnel : toute personne visée à l'article 1er;".

2. Le paragraphe 2 est à omettre (voir l'observation n° 4 formulée sous l'article 1er).

Article 4

A plusieurs reprises, le projet utilise l'expression "une position administrative analogue à celle de la non-activité des agents de l'Etat".

Interrogé sur la portée de cette expression, le fonctionnaire délégué a répondu qu'en réalité il n'existait pas, à ce jour, de texte consacrant la position de non-

.../...

activité pour les membres du personnel visés par l'arrêté en projet, à l'instar de ce qui existe pour les agents soumis à l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat.

Plutôt que d'utiliser l'expression précitée, il serait souhaitable que le texte en projet définisse lui-même la position de non-activité.

L'article 4 du projet doit, en conséquence, être complété sur ce point.

Il y a lieu également de revoir la formulation notamment des articles 10, § 1er, alinéa 2, 5°, 12, § 3, 41, § 1er, 3°, 63, 71 et 89, § 1er, alinéa 1er, du projet.

Article 6

1. Cette disposition s'inspire pour partie de l'article 7 de l'arrêté royal du 19 novembre 1998, précité.

A la différence de cette disposition, l'article 6 du projet ne définit pas les fonctions dont les titulaires seront exclus de certains congés ou absences, ni les congés ou les absences concernés, mais charge le ministre de déterminer ces fonctions.

Il n'appartient pas au Roi de subdéléguer le pouvoir réglementaire que le Code judiciaire Lui attribue.

L'alinéa 1er doit être entièrement revu.

.../...

2. L'alinéa 2 se concilie difficilement avec les attributions que les articles 331 et 331bis confèrent au chef de corps en ce qui concerne les absences et congés (voir les observations formulées sous l'article 7).

Le texte doit être repensé.

Article 7

Cette disposition détermine pour chaque catégorie de personnel la personne qui sera habilitée à octroyer les congés et les absences.

Or, les articles 331 et 331bis du Code judiciaire déterminent déjà quelles sont les autorités habilitées à octroyer les congés et les absences, d'une part, des magistrats et, d'autre part, de certains membres du personnel des services judiciaires, sans faire de distinction en fonction de la nature du congé ou de l'absence.

Ainsi, aux termes de l'article 331 du Code judiciaire, les référendaires de la Cour de cassation ne peuvent s'absenter plus de trois jours sans l'autorisation du premier président ou du procureur général suivant qu'ils prêtent leur assistance à la Cour ou au parquet.

Quant aux référendaires près les cours d'appel, ils ont besoin de l'autorisation du premier président de la cour d'appel à laquelle ils appartiennent, de même que les référendaires près les tribunaux de première instance ont besoin de l'autorisation du président du tribunal concerné.

.../...

Quant aux juristes de parquet près les tribunaux de première instance, leurs congés et absences nécessitent l'autorisation du procureur du Roi.

Pour les greffiers en chef, ils ont besoin de l'autorisation du premier président de la cour, du président du tribunal, du juge le plus ancien au tribunal de police ou du juge de paix de la juridiction à laquelle ils sont attachés.

Les greffiers-chefs de service, les greffiers et les greffiers adjoints ont eux besoin de l'autorisation du greffier en chef de la juridiction à laquelle ils sont attachés.

Enfin, l'article 331bis du Code judiciaire concerne les membres des secrétariats de parquet.

Il n'est, dès lors, pas admissible de reproduire dans l'arrêté en projet des règles qui sont déjà consacrées dans le Code judiciaire.

En conséquence, l'article 7 du projet doit se limiter aux catégories de personnel qui ne sont pas concernées par les dispositions du Code judiciaire, précitées.

Article 8

Au paragraphe 1er, il convient de prévoir la numérotation 1°, 2° et 3° pour les différentes tranches d'âges envisagées.

.../...

Article 10

Il est conseillé de compléter le paragraphe 1er par l'alinéa suivant :

"Le présent paragraphe n'est pas applicable au congé annuel de vacances supplémentaire",

lequel fait l'objet de l'article 11 de l'arrêté en projet.

Article 11

L'article 11 est à omettre conformément à l'observation formulée à l'article 10.

Article 12

1. La division en paragraphes ne se justifie pas lorsque chacun des paragraphes ne comporte qu'un seul alinéa.

2. Il convient de compléter la deuxième phrase du paragraphe 3, en projet, en énumérant, outre le jour férié, le 2 novembre, le 15 novembre ou le 26 décembre.

.../...

Article 13

1. Au 11° en projet, il est question d'un congé de circonstance pour la participation à une réunion d'un conseil de famille.

Le Conseil d'Etat attire l'attention sur la circonstance qu'un projet de loi actuellement déposé au Parlement (1) supprime l'institution du conseil de famille dans le cadre de la tutelle des enfants mineurs.

2. Au 12° en projet, il s'agit du congé de circonstance accordé lorsque la personne est convoquée comme témoin devant une juridiction ou dans le cadre d'une comparution personnelle ordonnée par une juridiction.

Dans le cadre de commissions d'enquête parlementaire, des fonctionnaires mais aussi des membres du personnel des services judiciaires peuvent également être appelés à témoigner.

Il convient d'en tenir compte dans la formulation du 12° en projet.

3. A l'alinéa 1er, 7°, il y a lieu d'écrire :

"7° Le décès d'un parent ou allié au deuxième ou au troisième degré ...".

(1) Doc. parl., Chambre, sess. 1999-2000, n° 576/1.

Article 14

Cet article organise un congé exceptionnel afin de permettre aux membres du personnel visés de présenter leur candidature aux différentes élections.

L'alinéa 2 en projet prévoit que

"... ce congé est accordé pour une période correspondant à la durée de la campagne électorale",

mais ne précise pas la portée exacte de cette période.

A titre d'exemple, l'article 4, § 1er, de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des Chambres fédérales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques, prévoit que pendant les trois mois qui précèdent les élections, les dépenses afférentes à des messages verbaux, écrits, sonores et visuels destinés à influencer favorablement le résultat d'un parti politique, sont considérées comme des dépenses de propagande électorale.

Le texte en projet doit être plus précis sur ce point.

Article 15

Cette disposition accorde un congé pour l'accomplissement d'un stage ou pour une période d'essai "dans un

.../...

autre emploi dans un service public ou dans l'enseignement subventionné".

Peut-on considérer que l'expression ainsi utilisée vise également un stage qui serait, par exemple, accompli auprès d'une institution internationale ou européenne ?

Le texte en projet doit être plus précis sur ce point.

Article 28

Le Conseil d'Etat attire l'attention de l'auteur du projet sur le fait que le régime du travail, notamment sa durée, est, à l'heure actuelle, fixé par le biais d'une circulaire et non pas par le Code judiciaire.

Il convient qu'une modification du Code judiciaire comble cette lacune.

Article 30

Il convient de préciser que cette mesure concerne un "membre du personnel féminin".

Article 32

Il est renvoyé à l'observation n° 1, formulée à propos de l'accomplissement des formalités préalables.

.../...

Article 33

Cette disposition du projet transpose la directive 96/34/CE du Conseil du 3 juin 1996, précitée.

1. Il ressort de l'accord-cadre annexé à cette directive que le congé parental accordé aux travailleurs à l'occasion de la naissance ou de l'adoption d'un enfant doit être au moins de trois mois jusqu'à un âge déterminé pouvant aller jusqu'à huit ans.

En outre, la clause 4-1 de l'accord-cadre autorise les Etats membres à appliquer des dispositions plus favorables que celles prévues dans l'accord précité.

La disposition en projet semble plus restrictive que l'accord-cadre en limitant à "trois mois au maximum" le congé parental.

Il convient, dès lors, de revoir la disposition en projet afin de respecter la législation européenne précitée.

La même observation vaut pour l'article 34 du projet.

2. Il y a lieu également de compléter le projet par des dispositions tendant à modaliser le congé parental lorsque celui-ci est notamment demandé par deux parents ayant la qualité de membre du personnel des services judiciaires.

.../...

La même observation vaut pour l'article 35 du projet en ce qu'il organise le congé d'accueil pour l'adoption.

3. Enfin, les dispositions en projet ne règlent pas toutes les questions que soulève la directive sur le congé parental.

Il en est, notamment, ainsi de la remise au travail du membre du personnel à l'issue de son congé, la clause 2.5 de l'accord-cadre prévoyant que cette personne a le droit de retrouver son poste de travail ou, en cas d'impossibilité, un travail équivalent ou similaire.

De même, conformément à la clause 2.3, e), ne convient-il pas de prévoir que dans certaines circonstances le congé parental peut être reporté lorsque les besoins du service le justifient ?

Article 40

Il est conseillé de reproduire l'article 40 en projet sous un paragraphe 1er et de reproduire le contenu de l'article 44 sous un paragraphe 2, lequel commencerait par la phrase :

"§ 2. Pour l'application du présent article, ...".

.../...

Article 42

Comme en a convenu le fonctionnaire délégué, au paragraphe 2, alinéa 3, en projet, il y a lieu de remplacer les termes "à temps plein" par les termes "à temps partiel".

Article 44

Cet article est à omettre (voir l'observation formulée sous l'article 40).

Article 45

Au paragraphe 1er, alinéa 2, il y a lieu d'écrire : "... suite à un accident de travail, ...".

Article 52

La division en paragraphes ne se justifie pas lorsque chacun des paragraphes ne comporte qu'un seul alinéa.

Le paragraphe 2, qui devient, en conséquence, l'alinéa 2 doit être rédigé comme suit :

"Le membre du personnel peut introduire un recours contre la décision prévue à l'alinéa 1er, selon ...".

.../...

Chapitre IX : Disponibilité pour maladie

1. Le chapitre IX du projet consacré à la disponibilité pour maladie s'inspire largement des dispositions de l'arrêté royal du 19 novembre 1998, précité.

Toutefois, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas pour quelle raison l'arrêté en projet ne contient pas de dispositions équivalentes aux articles 60, 61 et 62 de l'arrêté royal du 19 novembre 1998, précité.

Il est, en effet, important qu'au regard des nécessités du service, le ministre puisse déclarer un emploi vacant lorsque la mise en disponibilité se prolonge dans le temps (article 60).

De même, en ne reproduisant pas l'article 61 précité, le projet ne se prononce pas sur les conséquences d'un refus d'occuper un emploi lorsque la mise en disponibilité prend fin.

Enfin, il est important pour le membre du personnel de savoir qu'il occupera à nouveau son emploi après la mise en disponibilité s'il n'y a pas été remplacé (article 62).

Les articles 60, 61 et 62 de l'arrêté royal du 19 novembre 1998, précité, devront cependant être aménagés, afin de tenir compte du pouvoir de direction des magistrats par rapport aux membres du personnel des services judiciaires.

.../...

2. L'article 59 du projet prévoit que le membre du personnel est tenu de notifier une adresse dans le Royaume à "l'administration".

Les services judiciaires n'étant pas organisés sous la forme d'une administration, il y a lieu d'être plus précis dans le cas d'espèce.

Article 54

La division en paragraphes ne se justifie pas lorsque chacun des paragraphes ne comporte qu'un seul alinéa.

Article 56

L'article 56 est à compléter par un alinéa 3 rédigé comme suit :

"Le dernier traitement d'activité est celui qui était dû avant les prestations réduites",

lequel fait actuellement l'objet de l'alinéa 2 de l'article 60.

Article 60

L'alinéa 2 est à omettre (voir l'observation formulée sous l'article 56).

.../...

Article 62

Plusieurs dispositions du projet, dont l'article 62, utilisent l'expression "autorité".

Compte tenu de l'organisation particulière des services judiciaires, mieux vaut préciser cette notion.

De l'avis du fonctionnaire délégué, cette expression désigne généralement le Ministre de la Justice.

Toutefois, au vu des articles 331 et 331bis du Code judiciaire, il y a lieu de tenir compte notamment des compétences des différents chefs de corps concernés.

L'arrêté en projet doit, dès lors, être complété par une définition du terme "autorité" qui indiquerait pour les différentes catégories de personnel, les personnes concernées en faisant tantôt une simple référence aux articles 331 et 331bis du Code judiciaire, tantôt en énumérant avec précision ces personnes.

Ainsi complété, le projet traduira mieux la notion d'"autorité" notamment en ses articles 64, §§ 2 et 3, 65, § 1er, alinéas 4 et 6, § 2, alinéas 6 et 8, 74, § 1er, 85, § 2, alinéa 2 et 88.

.../...

Article 65

1. A partir du moment où l'arrêté en projet étend le régime de congé pour soins palliatifs tel qu'il est prévu aux articles 100bis et 102bis de la loi du 22 janvier 1985 de redressement contenant des dispositions sociales aux membres du personnel des services judiciaires concernés, il n'y a pas lieu de reproduire dans l'arrêté en projet les dispositions de la loi précitée.

Seules des mesures d'exécution de cette loi, spécifiques aux membres du personnel des services judiciaires, peuvent être prises.

Ainsi, l'article 65 du projet ne doit pas spécifier que cette interruption de la carrière est d'un mois, éventuellement prolongeable d'un autre mois, ceci étant déjà prévu à l'article 100bis, § 3, de la loi précitée.

De même, la définition des "soins palliatifs" est également consacrée à l'article 100bis, § 2, de la loi, précitée.

L'article 65 du projet doit donc être revu afin de limiter son contenu à des mesures d'exécution spécifiques aux membres du personnel des services judiciaires.

2. Dans le paragraphe 1er, alinéa 4, en projet, il y a lieu de remplacer le terme "travailleur" par les termes "membre du personnel".

.../...

Article 66

Le paragraphe 2, alinéa 3, en projet, prend en considération "l'homologation de l'acte d'adoption".

Le Conseil d'Etat attire l'attention de l'auteur du projet sur l'avant-projet de loi "réformant l'adoption" en vertu duquel il n'est plus question d'une homologation de l'acte d'adoption.

Article 69

A l'alinéa 3, il convient de mettre la lettre "n" en exposant.

Article 70

Cette disposition s'inspire en partie de l'article 122 de l'arrêté royal du 19 novembre 1998, précité.

Toutefois, à la différence de cette disposition, l'article 70, § 1er, du projet, n'autorise pas le cumul de l'allocation d'interruption avec les revenus d'une activité indépendante.

Interrogé à ce propos, le fonctionnaire délégué a répondu que, selon lui, l'exercice d'une activité indépendante est exclue compte tenu de l'article 299 du Code judiciaire.

.../...

En vertu de cette disposition, les membres des juridictions, des parquets et des greffes ne peuvent, soit personnellement, soit par personne interposée, exercer aucune espèce de commerce, être agent d'affaires, ni participer à la direction, à l'administration ou à la surveillance de sociétés commerciales ou d'établissements industriels ou commerciaux.

Cette disposition a également été rendue applicable aux référendaires près la Cour de cassation (article 299bis du Code judiciaire).

Il ressort de ces dispositions du Code judiciaire ainsi que de l'article 353ter du même Code que les autres catégories de personnel des services judiciaires ne sont pas soumis aux incompatibilités visées à l'article 299 du Code judiciaire et qu'il leur est, dès lors, possible d'exercer une activité indépendante.

Il convient de tenir un raisonnement semblable pour les incompatibilités visées aux articles 297 et 298 du Code judiciaire qui ne concernent que les membres des juridictions, des parquets et des greffes.

L'article 70 du projet doit, en conséquence, être fondamentalement revu.

Articles 70, § 2, 71, alinéa 1er, 80, 81, alinéa 3,
83, alinéa 1er, et 84

Il y a lieu d'écrire "le bureau de chômage".

.../...

Article 74

Il est préférable de formuler le paragraphe 3 comme suit :

"§ 3. L'administrateur général de l'Office national de l'emploi ou l'agent désigné par lui peut renoncer à la récupération en cas de reprise de travail motivée par des circonstances exceptionnelles si le membre du personnel introduit à cet effet une requête éventuellement accompagnée de pièces justificatives auprès du directeur du bureau de chômage visé à l'article 80. Celui-ci la transmet à l'administrateur général.".

Article 76

Au 7°, mieux vaut écrire :

"... pendant une période ininterrompue d'au moins vingt-quatre mois;".

Article 79

1. Une nouvelle fois, le Conseil d'Etat s'interroge sur l'adéquation de la terminologie utilisée lorsqu'il est question de "l'administration" dont relève le membre du personnel.

.../...

La même observation vaut pour l'article 83, alinéa 3, du projet qui fait également référence à "l'administration" du membre du personnel.

2. Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas pour quelle raison le projet ne contient pas une disposition similaire à celle reprise dans l'article 132 de l'arrêté royal du 19 novembre 1998, précité.

Article 85

Le paragraphe 1er, alinéa 2, en projet, prévoit que

"... le membre du personnel peut se faire représenter ou se faire assister par un avocat ou un délégué d'une organisation syndicale représentative des travailleurs au sens de l'article 24, alinéa 3, de l'arrêté royal du 2 janvier 1991 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption.".

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas pour quelle raison il n'est pas fait référence aux organisations syndicales représentatives visées par la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités.

Comme il a déjà été souligné dans l'observation n° 1 à propos des formalités préalables, les membres du personnel des services qui assistent le pouvoir judiciaire tombent dans le champ d'application de cette loi.

.../...

La disposition en projet doit donc être revue sur ce point.

Article 95

Il est préférable d'insérer cette disposition dans le "Chapitre XI. - Congé pour interruption de la carrière professionnelle. Section première. - Dispositions générales."

Article 96

Il n'y a pas lieu de déroger à la règle de l'entrée en vigueur le dixième jour après la publication au Moniteur belge.

Article 97

Le Ministre du Budget a contresigné l'arrêté en projet. Il convient qu'il soit également chargé de son exécution.

Observation finale

Plusieurs dispositions du texte néerlandais du projet doivent être corrigées du point de vue de la correction de la langue. A ce sujet, il est renvoyé aux observations formulées dans la version néerlandaise, in fine, du présent avis.

I. Voorafgaande vormvereisten

1. In het tweede lid van de aanhef van het ontworpen besluit wordt verwezen naar artikel 39, derde en zesde lid, van de arbeidswet van 16 maart 1971, welke bepaling betrekking heeft op de moederschapsbescherming. Het zesde lid van dat artikel bepaalt dat wanneer de moeder overlijdt of in een ziekenhuis wordt opgenomen, de vader een vaderschapsverlof kan vragen.

Het staat echter aan de Koning om, na advies van de Nationale Arbeidsraad, de duur en de voorwaarden van, alsook de nadere regels voor dat vaderschapsverlof te bepalen.

Bij artikel 32 van het ontwerp wordt die bepaling uitgevoerd ten gunste van de personeelsleden van de diensten die de rechterlijke macht terzijde staan.

Op de vraag of het voorafgaande vormvereiste vervat in het voormelde artikel 39, zesde lid, vervuld is, heeft de gemachtigde ambtenaar geantwoord dat zulks niet het geval is, aangezien de Nationale Arbeidsraad hiervoor niet bevoegd is.

Krachtens artikel 3, § 1, zesde lid, van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, treedt het gemeenschappelijk comité voor alle overheidsdiensten echter in de plaats van de Nationale Arbeidsraad in alle gevallen waarin de geldende bepalingen het advies of een voorstel van

.../...

die Raad vereisen voor de zaken die uitsluitend betrekking hebben op het personeel van de overheidsdiensten waarop de door de voormelde wet van 19 december 1974 ingestelde regeling toepasselijk verklaard is.

Bij artikel 3, § 1, eerste lid, 1°, van het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de voormelde wet van 19 december 1974 wordt de bij die wet ingestelde regeling echter toepasselijk verklaard op "de personeelsleden die behoren tot de diensten die de rechterlijke macht ter zijde staan".

Bijgevolg is voor artikel 32 van het ontwerp het advies van het gemeenschappelijk comité voor alle overheidsdiensten vereist.

Omdat dit vormvereiste niet vervuld is, zal de afdeling wetgeving van de Raad van State artikel 32 van het ontwerp niet onderzoeken, aangezien de tekst van die bepaling nog kan worden gewijzigd op basis van het voormelde advies en bijgevolg niet definitief zou kunnen zijn.

2. De Raad van State vestigt de aandacht van de steller van het ontwerp voorts op het vormvereiste dat verplicht is gesteld bij artikel 15 van de wet van 25 april

.../...

1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut voor sociale zekerheid en sociale voorzorg (1).

Naar luid van die bepaling moet de Minister van Tewerkstelling en Arbeid of de Minister van Sociale Voorzorg elk voorontwerp van wet of ontwerp van organiek besluit of verordening tot wijziging van de wetten of verordeningen, met de toepassing waarvan de instelling belast is, ter fine van advies voorleggen aan de Nationale Arbeidsraad of aan het beheerscomité van een instelling van openbaar nut vermeld in artikel 1 van diezelfde wet.

Hoofdstuk XI van het ontwerp, dat betrekking heeft op het verlof voor loopbaanonderbreking, bevat bepalingen betreffende de onderbrekingsuitkering die voor rekening van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening zal zijn.

Aangezien de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening vermeld is in artikel 1 van de voormelde wet van 25 april 1963, dient artikel 15 van diezelfde wet te worden toegepast.

Uit de uitleg van de gemachtigde ambtenaar blijkt dat de Minister van Werkgelegenheid artikel 15, derde lid,

(1) Op het bestaan van dat voorafgaande vormvereiste is reeds gewezen toen de afdeling wetgeving zich uitgesproken heeft over het koninklijk besluit van 27 februari 1992 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan voor de personeelsleden van de rechterlijke orde (zie het advies van 18 december 1991, bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 21 maart 1992, blz. 6009).

wil toepassen, krachtens welke bepaling de minister de dringende noodzakelijkheid kan aanvoeren mits hij de voorzitter van het beheerscomité van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening daarvan op de hoogte brengt.

Als dat het geval is, behoort in de aanhef het volgende nieuwe lid te worden ingevoegd :

"Gelet op de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut voor sociale zekerheid en sociale voorzorg, inzonderheid op artikel 15, derde lid, wegens de dringende noodzakelijkheid;".

II. Voorafgaande opmerkingen

1. Het ontworpen besluit steunt grotendeels op het koninklijk besluit van 19 november 1998 betreffende de verloven en afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de rijksbesturen. Dat besluit heeft aanleiding gegeven tot een advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State van 9 juli 1998 (advies L. 27.702/1, dat als bijlage bij dit advies gaat), waarnaar wordt verwezen wanneer de ontworpen tekst gelijkenissen vertoont met de bepalingen van het voornoemde koninklijk besluit van 19 november 1998.

2. Zo heeft de afdeling wetgeving in haar advies L. 27.702/1 de steller van het ontwerp verzocht bij het besluit een verslag aan de Koning te voegen, waarin de voornaamste wijzigingen en vernieuwingen van de verloffregeling ten behoeve van de ambtenaren en de personeelsdiensten kunnen worden toegelicht.

.../...

Die opmerking geldt ook voor dit geval.

Algemene en volledige informatie kan de bevatte-
lijkheid van de teksten alleen ten goede komen en bijdragen
tot de doorzichtigheid van de overheidsdiensten (1).

3. De artikelen 33 en 34 van het ontwerp hebben
betrekking op het ouderschapsverlof. De Belgische Staat is
verplicht in zulk een verlof te voorzien krachtens Europese
richtlijn 96/34/EG van de Raad van 3 juni 1996 betreffende
de door de UNICE, het CEEP en het EVV gesloten raamovereen-
komst inzake ouderschapsverlof (2).

Naar luid van artikel 2, lid 3, van die richtlijn,
moeten de lidstaten uitdrukkelijk naar die richtlijn
verwijzen wanneer zij maatregelen treffen om die richtlijn
uit te voeren.

Teneinde aan dat vereiste te voldoen, moet de
steller van het ontwerp in de aanhef een considerans opnemen
waarin naar die richtlijn wordt verwezen.

(1) Zie in deze zin eveneens advies L. 28.129/4 over een
ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke
Regering "houdende het administratief statuut en de
bezoldigingsregeling van ambtenaren van het ministerie
van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest", dat op 8 maart
1999 is gegeven.

(2) Publicatieblad van de Europese Gemeenschappen van
19 juni 1996, nr. L. 145/4.

Bovendien heeft hoofdstuk IV van het ontwerp betrekking op de moederschapsbescherming.

België dient die bepalingen op te nemen krachtens Europese richtlijn 92/85/EEG van de Raad van 19 oktober 1992 inzake de tenuitvoerlegging van maatregelen ter bevordering van de verbetering van de veiligheid en de gezondheid op het werk van werkneemsters tijdens de zwangerschap, na de bevalling en tijdens de lactatie (tiende bijzondere richtlijn in de zin van artikel 16, lid 1, van richtlijn 89/391/EEG) (1).

De aandacht van de steller van het ontwerp wordt gevestigd op artikel 14 van die richtlijn, bij welke bepaling de lidstaten verplicht worden de Commissie in kennis te stellen van de maatregelen die zij nemen om te garanderen dat de met die richtlijn opgelegde resultaten worden bereikt en in de teksten die ze aannemen of bij de officiële bekendmaking ervan naar die richtlijn te verwijzen.

Teneinde aan dit vereiste te voldoen, moet de steller van het ontwerp in de aanhef een considerans opnemen waarin naar deze richtlijn wordt verwezen.

(1) Publicatieblad van de Europese Gemeenschappen van 28 november 1992, nr. L. 348/1.

4. In het ontworpen besluit wordt bepaald welke verloven en afwezigheden kunnen worden toegekend aan personeelsleden van gerechtelijke diensten.

Sommige verloven die toegestaan worden aan personeelsleden van de federale Staat komen echter niet voor in het onderhavige ontwerp van wet. Dat geldt voor het opleidingsverlof, de dienstvrijstelling voor opleiding en het verlof voor opdracht, ongeacht of dat wordt toegestaan voor het uitoefenen van een ambt bij een ministerieel kabinet dan wel voor het uitoefenen van een opdracht van algemeen belang.

Volgens de gemachtigde ambtenaar wordt, wat het opleidingsverlof betreft, een besluit voorbereid teneinde het programma vast te stellen van de opleidingen die georganiseerd worden voor de onderscheiden categorieën van het personeel der gerechtelijke diensten, en zal later een ander besluit worden uitgevaardigd tot vaststelling van de nadere regels voor het verlof dat toegekend wordt om die opleidingen te genieten.

In verband met het verlof voor opdracht heeft de gemachtigde ambtenaar verwezen naar de artikelen 330 en 330bis van het Gerechtelijk Wetboek, naar luid waarvan de Minister van Justitie opdrachten kan toestaan en aldus verscheidene categorieën van het personeel de mogelijkheid kan bieden elders te werken dan in hun dienst van herkomst en inzonderheid in ministeriële kabinetten of in andere ministeries.

.../...

Zulk een uitleg dient ook in het verslag aan de Koning te worden opgenomen.

In artikel 13 van het ontwerp staat het Nederlandse woord "samenleeft" tegenover de Franse uitdrukking "vit en couple".

In artikel 65, § 2, vierde lid, van het ontwerp staat het Nederlandse woord "samenwoont" tegenover het Franse woord "cohabite".

Op de eenheid van terminologie behoort te worden toegezien.

III. Bijzondere opmerkingen

Aanhef

A. Rechtsgrond

Wanneer in de aanhef verwezen wordt naar een artikel van een regeling, dienen altijd alle nog geldende uitdrukkelijke wijzigingen te worden vermeld die in dat artikel zijn aangebracht.

.../...

Eerste lid : Gerechtelijk Wetboek

1. Artikel 353bis

Men schrijve :

"artikel 353bis, ingevoegd bij de wet van 6 mei 1997 en gewijzigd bij de wetten van 24 maart 1999 en 12 april 1999 ...".

2. Artikel 354

De verwijzing naar de wijzigingen die in artikel 354 zijn aangebracht bij de wetten van 15 juli 1970 en 26 maart 1996 behoort te vervallen, aangezien die wijzigingen niet meer van kracht zijn. Bijgevolg is het beter te schrijven :

"artikel 354, gewijzigd bij de wetten van 21 februari 1983, 17 februari 1997, 22 december 1998 en 12 april 1999;".

Tweede lid : Arbeidswet van 16 maart 1971

Er behoort te worden geschreven :

"Gelet op de arbeidswet van 16 maart 1971, inzonderheid op artikel 39, derde lid, vervangen bij de wet van 25 januari 1999, en zesde lid, ingevoegd bij de wet van 29 december 1990;".

.../...

Derde lid : Herstelwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen

1. Artikel 99

Er behoort te worden geschreven :

"artikel 99, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 424 van 1 augustus 1986 en bij de wetten van 21 december 1994, 22 december 1995 en 13 februari 1998 ...".

2. Artikel 100

Het is beter te schrijven :

"artikel 100, vervangen bij het koninklijk besluit nr. 424 van 1 augustus 1986 en gewijzigd bij de wetten van 21 december 1994 en 26 maart 1999, ...".

3. Artikel 102

Er wordt voorgesteld te schrijven :

"artikel 102, vervangen bij het koninklijk besluit nr. 424 van 1 augustus 1986 en gewijzigd bij de wetten van 21 december 1994, 22 december 1995 en 26 maart 1999, ...".

.../...

B. Verwijzing naar gedeeltelijk opgeheven teksten

Vijfde lid : Koninklijk besluit van 30 mei 1970 betreffende het statuut van de griffiers der Rechterlijke Orde, van het personeel der griffies van hoven en rechtbanken en van het personeel der parketten

Bij het koninklijk besluit van 20 november 1998 is het koninklijk besluit van 30 mei 1970 opgeheven met uitzondering van de artikelen 51 tot 62.

Er behoort dan ook alleen maar te worden verwezen naar de nog geldende wijzigingen die in die welbepaalde artikelen zijn aangebracht.

Bijgevolg is het beter te schrijven :

"Gelet op het koninklijk besluit van 30 mei 1970 betreffende het statuut van de griffiers der Rechterlijke Orde, van het personeel der griffies van hoven en rechtbanken en van het personeel der parketten, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 29 september 1970, 26 november 1971, 4 juli 1975, 29 september 1987 en 20 november 1998;"

C. Voordragende ministers

De Minister van Begroting heeft het ontwerp mede-ondertekend. Bijgevolg is het aangewezen dat hij het ontwerp ook voordraagt.

.../...

Dispositief

Artikel 1

In artikel 1 van het ontwerp wordt de werkingssfeer van het ontworpen besluit vastgesteld.

1. In paragraaf 1 worden de onderscheiden personeelscategorieën opgesomd waarop alle bepalingen van het ontwerp van toepassing zullen zijn.

Het gaat om de leden van de parketsecretariaten, het administratief personeel van de griffies en van de parketsecretariaten, de personeelsleden die een bijzondere graad bekleden in de zin van artikel 185, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek, de referendarissen bij het Hof van Cassatie, de referendarissen en de parketjuristen bij de hoven van beroep en bij de rechtbanken en de attachés in de dienst voor documentatie en overeenstemming der teksten bij het Hof van Cassatie.

Krachtens de artikelen 185, eerste lid, 353bis en 354 van het Gerechtelijk Wetboek kan de Koning voor deze personen de regeling inzake afwezigheden, verloven, vakanties en afwezigheden wegens ziekte of gebrekkigheid vaststellen alsook de stand disponibiliteit en het daaraan verbonden wachtgeld bepalen.

2. Bij de ontworpen paragraaf 2 worden de bepalingen betreffende het vaderschapsverlof, het verlof

.../...

wegens ziekte, de disponibiliteit wegens ziekte en het verlof voor palliatieve zorg toepasselijk gemaakt op de leden van de griffies, dat wil zeggen op de griffiers.

Krachtens artikel 354, tweede en derde lid, van het gerechtelijk Wetboek, kan de Koning voor de griffiers de regeling inzake afwezigheid wegens ziekte of gebrekkigheid vaststellen alsook de stand disponibiliteit en het daaraan verbonden wachtgeld bepalen overeenkomstig de bepalingen die op het Rijkspersoneel van toepassing zijn.

a) Wat het vaderschapsverlof betreft, behoort te worden gesteund op de arbeidswet van 16 maart 1971 en, meer in het bijzonder, op hoofdstuk IV van die wet, dat betrekking heeft op de moederschapsbescherming.

De beschermingsregeling waarin aldus wordt voorzien, is van toepassing op alle werknemers, met inbegrip van de personen die, anders dan krachtens een arbeidsovereenkomst, arbeid verrichten onder het gezag van een ander persoon (artikel 1, tweede lid, 1°, van de voornoemde wet).

Alle bepalingen van het voormelde hoofdstuk IV dienen dan ook op de griffiers van toepassing te zijn.

Bijgevolg is het niet juist alleen de bepalingen betreffende de nadere regels voor de uitoefening van het vaderschapsverlof op de griffiers toepasselijk te maken.

Krachtens de voormelde wet van 16 maart 1971 dienen de griffiers te behoren tot de werkingssfeer van alle

.../...

uitvoeringsmaatregelen omtrent de regeling inzake moederschapsbescherming.

Artikel 1, § 2, 1°, van het ontwerp moet bijgevolg wat dat betreft zodanig worden herschreven dat alle uitvoeringsmaatregelen betreffende moeder- en vaderschapsverlof erin worden opgenomen.

b) Artikel 99, vijfde lid, 3°, van de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen machtigt de Koning tevens om de regeling betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan uit te breiden "tot de personeelsleden van de andere diensten van de Staat".

Zo bijvoorbeeld kunnen de artikelen 100, 100bis, 102 en 102bis van de genoemde wet van 22 januari 1985, dat wil zeggen loopbaanonderbreking, volledige schorsing van de beroepsarbeid voor palliatieve verzorging van een derde, vermindering van de arbeidsprestaties met 1/5, 1/4, 1/3 of 1/2 en vermindering van de arbeidsprestaties voor palliatieve verzorging van een derde, van toepassing worden verklaard op de griffiers. Artikel 1, § 2, 4°, van het ontwerp voorziet echter alleen in de mogelijkheid van verlof voor palliatieve verzorging.

De reden waarom een bepaalde verlofregeling wel van toepassing is op de ene categorie ambtenaren en niet op een andere ligt soms voor de hand. In andere gevallen lijken de gemaakte keuzes niet altijd even gerechtvaardigd. In het Verslag aan de Koning behoort dan ook te worden aangegeven om welke objectieve redenen de andere verlofregelingen die zijn ingevoerd bij de genoemde wet van 22 januari 1985, niet van toepassing worden verklaard op de griffiers.

.../...

3. Dezelfde opmerking geldt voor de ontworpen paragraaf 3, die betrekking heeft op voorlopig benoemde personeelsleden en op personeel in zijn proeftijd.

Zo bijvoorbeeld dient enerzijds objectief gewettigd te worden waarom die personen geen verlof kunnen krijgen voor het voeren van een kiescampagne. Anderzijds blijkt uit de ontworpen paragraaf 3, 4°, dat personeel in zijn proeftijd of voorlopig benoemd personeel geen verlof kan krijgen voor loopbaanonderbreking.

Zoals hierboven reeds is opgemerkt, omvat dat type verlof ook het verlof voor palliatieve verzorging van een derde, een verlof dat volgens de genoemde wet van 22 januari 1985 een recht van iedere werknemer is geworden.

In de ontworpen paragraaf 3, 4°, behoort dan ook aangegeven te worden dat personeel in zijn proeftijd en voorlopig benoemd personeel wel verlof voor palliatieve verzorging kunnen krijgen.

4. Het zou beter zijn paragraaf 4 aan te vullen met het volgende lid (dat thans paragraaf 2 van artikel 2 is) :

"Tijdens die verloven behoudt het personeel dat bij arbeidsovereenkomst in dienst is genomen zijn wedde en zijn aanspraken op bevordering in zijn weddeschaal, behoudens andersluidende bepaling."

.../...

Artikel 2

1. In paragraaf 1, 1°, schrijve men bij voorkeur :

"1° personeelslid : iedere persoon bedoeld in artikel 1;".

2. Paragraaf 2 moet vervallen (zie opmerking 4 bij artikel 1).

Artikel 4

In het ontwerp wordt herhaaldelijk gebruik gemaakt van de uitdrukking "een administratieve stand die overeenstemt met deze van non-activiteit van de rijksambtenaren".

Op de vraag wat de strekking is van die uitdrukking heeft de gemachtigde ambtenaar geantwoord dat er tot op heden eigenlijk nog geen regeling bestaat waarin de stand non-activiteit is vastgelegd voor het personeel waarop het ontworpen besluit betrekking heeft, naar het voorbeeld van wat er bestaat voor de ambtenaren die onder de toepassing vallen van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel.

Het zou wenselijk zijn in de ontworpen regeling zelf een definitie te geven van de stand non-activiteit, in plaats van de genoemde uitdrukking te gebruiken.

.../...

Artikel 4 van het ontwerp moet terzake dan ook worden aangevuld.

Ook de formulering van onder meer de artikelen 10, § 1, tweede lid, 5°, 12, § 3, 41, § 1, 3°, 63, 71 en 89, § 1, eerste lid, van het ontwerp behoort te worden herzien.

Artikel 6

1. Deze bepaling is gedeeltelijk gebaseerd op artikel 7 van het genoemde koninklijk besluit van 19 november 1998.

In tegenstelling tot die bepaling, stelt artikel 6 van het ontwerp niet de ambten vast ten aanzien waarvan de titularissen uitgesloten zijn van sommige verloven of afwezigheden, noch de betrokken verloven of afwezigheden, maar draagt het de Minister op die ambten te bepalen.

Het staat niet aan de Koning om de regelgevende bevoegdheid die het Gerechtelijk Wetboek Hem toekent, over te dragen.

Het eerste lid moet volledig worden herzien.

2. Het tweede lid valt moeilijk te rijmen met de bevoegdheden die de artikelen 331 en 331bis aan de korpschef verlenen voor afwezigheden en verloven (zie de opmerkingen gemaakt bij artikel 7).

De tekst moet opnieuw worden uitgedacht.

.../...

Artikel 7

Deze bepaling stelt voor iedere personeelscategorie vast wie gemachtigd zal zijn om verloven en afwezigheden toe te staan.

De artikelen 331 en 331bis van het Gerechtelijk Wetboek bepalen echter al welke gezagsdragers gemachtigd zijn om verloven en afwezigheden van magistraten enerzijds en van sommige personeelsleden van de gerechtelijke diensten anderzijds toe te staan, waarbij geen onderscheid wordt gemaakt naargelang van het soort verlof of de soort afwezigheid.

Zo bijvoorbeeld mogen, luidens artikel 331 van het Gerechtelijk Wetboek, referendarissen van het Hof van Cassatie niet meer dan drie dagen afwezig zijn zonder toestemming van de eerste voorzitter of van de procureur-generaal, al naargelang ze het Hof of het parket bijstaan.

Referendarissen bij hoven van beroep moeten toestemming krijgen van de eerste voorzitter van het hof van beroep waartoe ze behoren, net zoals referendarissen bij rechtbanken van eerste aanleg toestemming behoeven van de eerste voorzitter van de betrokken rechtbank.

Parketjuristen bij rechtbanken van eerste aanleg moeten voor hun verlof of afwezigheid de toestemming krijgen van de procureur des Konings.

.../...

Hoofdgriffiers moeten de toestemming krijgen van de eerste voorzitter van het hof, de voorzitter van de rechtbank, de oudstbenoemde rechter in de politierechtbank of de vrederechter van het gerecht waaraan ze verbonden zijn.

Griffiers-hoofden van dienst, griffiers en adjunct-griffiers behoeven de toestemming van de hoofdgriffier van het gerecht waaraan ze verbonden zijn.

Artikel 331bis van het Gerechtelijk Wetboek ten slotte heeft betrekking op leden van parketsecretariaten.

Het is dus niet geoorloofd dat in het ontworpen besluit regels worden opgenomen die reeds in het Gerechtelijk Wetboek zijn vastgelegd.

In artikel 7 van het ontwerp dient de steller zich dan ook te beperken tot de personeelscategorieën waarop de genoemde bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek niet van toepassing zijn.

Artikel 8

In paragraaf 1 behoren de verschillende leeftijds-categorieën genummerd te worden met 1°, 2° en 3°.

.../...

Artikel 10

Het is geraden paragraaf 1 aan te vullen met het volgende lid :

"Deze paragraaf is niet van toepassing op het extra jaarlijks vakantieverlof".

Een soortgelijk lid staat in artikel 11 van het ontworpen besluit.

Artikel 11

Artikel 11 moet vervallen, overeenkomstig de opmerking die bij artikel 10 is gemaakt.

Artikel 12

1. Een indeling in paragrafen is niet verantwoord als elke paragraaf uit slechts één lid bestaat.

2. De ontworpen paragraaf 3, tweede zin, behoort te worden vervolledigd door, behalve de feestdag, ook 2 november, 15 november of 26 december te vermelden.

.../...

Artikel 13

1. In het ontworpen punt 11° is er sprake van een omstandigheidsverlof om een bijeenkomst van een familieraad bij te wonen.

De Raad van State vestigt er de aandacht op dat thans bij het Parlement een wetsontwerp is ingediend (1) dat de rechtsfiguur familieraad in het kader van de voogdij over minderjarigen afschaft.

2. In het ontworpen punt 12° gaat het om een omstandigheidsverlof dat wordt toegekend wanneer de persoon als getuige wordt opgeroepen vóór een rechtscollege of in het kader van een persoonlijke verschijning op last van een rechtscollege.

Bij parlementaire onderzoekscommissies kunnen ambtenaren maar ook personeelsleden van gerechtelijke diensten worden opgeroepen als getuige.

Daarmee dient rekening te worden gehouden bij de formulering van het ontworpen punt 12°.

3. In het eerste lid, 7°, schrijve men :

"7° overlijden van een bloed- of aanverwant in de tweede of de derde graad ...".

(1) Gedr. St., Kamer, zitting 1999-2000, nr. 576/1.

Artikel 14

Dit artikel voorziet in een uitzonderlijk verlof zodat de bedoelde personeelsleden zich kandidaat kunnen stellen voor de verschillende verkiezingen.

Het ontworpen tweede lid bepaalt dat

"... deze verloven worden toegekend voor een periode die overeenkomt met de duur van de verkiezingscampagne".

De juiste duur van die periode wordt evenwel niet aangegeven.

Artikel 4, § 1, van de wet betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de federale kamers, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen bijvoorbeeld, bepaalt dat gedurende de drie maanden die aan de verkiezingen voorafgaan, de uitgaven voor mondelinge, schriftelijke, auditieve en visuele boodschappen die erop gericht zijn het resultaat van een politieke partij gunstig te beïnvloeden, beschouwd worden als uitgaven voor verkiezingspropaganda.

De ontworpen tekst moet op dat punt nauwkeuriger zijn.

.../...

Artikel 15

Deze bepaling kent een verlof toe voor een stage of een proefperiode "in een andere betrekking van een overheidsdienst of van het gesubsidieerd onderwijs".

Mag ervan uit worden gegaan dat de aldus gebruikte uitdrukking tevens slaat op een proefperiode die bijvoorbeeld wordt vervuld bij een internationale of een Europese instelling?

De ontworpen tekst moet wat dat betreft nauwkeuriger worden gesteld.

Artikel 28

De Raad van State vestigt de aandacht van de steller van het ontwerp erop dat de arbeidsregeling, onder meer de arbeidsduur, thans wordt vastgesteld in een circulaire, en niet in het Gerechtelijk Wetboek.

Die leemte dient middels een wijziging van het Gerechtelijk Wetboek te worden verholpen.

Artikel 30

Er behoort te worden gepreciseerd dat deze maatregel betrekking heeft op een "vrouwelijk personeelslid".

.../...

Artikel 32

Verwezen wordt naar opmerking 1, gemaakt omtrent de vervulling van de voorafgaande vormvereisten.

Artikel 33

Deze bepaling van het ontwerp zet de genoemde richtlijn 96/34/EG van de Raad van 3 juni 1996 om.

1. Volgens de raamovereenkomst die bij die richtlijn is gevoegd, bedraagt het ouderschapsverlof dat aan werknemers wordt toegekend naar aanleiding van de geboorte of adoptie van een kind, minstens drie maanden tot een vast te stellen leeftijd van minimaal acht jaar.

Bovendien mogen de lidstaten krachtens clausule 4-1 van de raamovereenkomst gunstiger bepalingen toepassen dan die welke in de genoemde overeenkomst zijn vastgelegd.

De ontworpen bepaling blijkt beperkender te zijn dan de raamovereenkomst, aangezien het ouderschapsverlof erin beperkt is tot "maximum drie maanden".

De ontworpen bepaling moet bijgevolg worden herzien om de genoemde Europese wetgeving in acht te nemen.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 34 van het ontwerp.

.../...

2. Bovendien moet het ontwerp worden aangevuld met bepalingen die het ouderschapsverlof regelen wanneer dit meer bepaald wordt aangevraagd door twee ouders die lid zijn van het personeel van de gerechtelijke diensten.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 35 van het ontwerp in zoverre dat artikel het opvangverlof voor adoptie regelt.

3. Ten slotte regelen de ontworpen bepalingen niet alle vragen die de richtlijn over het ouderschapsverlof doet rijzen.

Dit is inzonderheid het geval met het wederom tewerkstellen van het personeelslid na afloop van zijn ouderschapsverlof, doordat clause 2.5. van de raam-overeenkomst bepaalt dat die persoon het recht heeft terug te keren in zijn oude functie of, indien dat niet mogelijk is, in een gelijkwaardige of vergelijkbare functie.

Evenzo rijst de vraag of, overeenkomstig clause 2.3,e), niet bepaald dient te worden dat in bepaalde omstandigheden het ouderschapsverlof uitgesteld kan worden wanneer de behoeften van de dienst dit wettigen.

.../...

Artikel 40

Er wordt geadviseerd het ontworpen artikel 40 in een paragraaf 1 op te nemen en de inhoud van artikel 44 over te nemen in een paragraaf 2, die zou luiden :

"§ 2. Voor de toepassing van dit artikel ... opgerichte, erkende of gesubsidieerde onderwijsinstellingen respectievelijk dienst voor beroepskeuze, dito psycho-medisch-sociaal centrum of medisch pedagogisch instituut".

Artikel 42

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat in de ontworpen paragraaf 2, derde lid, van de Franse tekst de woorden "à temps plein" dienen te worden vervangen door de woorden "à temps partiel".

Artikel 44

Dit artikel dient te vervallen (zie de opmerking gemaakt bij artikel 40).

Artikel 45

In paragraaf 1, tweede lid, van de Franse tekst dient te worden geschreven : "... suite à un accident de travail, ...".

.../...

Artikel 52

Een indeling in paragrafen is niet verantwoord als elke paragraaf uit slechts één lid bestaat.

Paragraaf 2, die bijgevolg het tweede lid wordt, dient als volgt te worden gesteld :

"Het personeelslid kan tegen de in het eerste lid bedoelde beslissing in beroep gaan overeenkomstig ... de Administratieve Gezondheidsdienst ... en van de minister bevoegd voor Ambtenarenzaken bepaalde wijze."

Hoofdstuk IX : Disponibiliteit wegens ziekte

1. Hoofdstuk IX van het ontwerp over disponibiliteit wegens ziekte steunt in ruime mate op de bepalingen van het voormelde koninklijk besluit van 19 november 1998.

Het is de Raad van State evenwel niet duidelijk om welke reden het ontworpen besluit geen bepalingen bevat die overeenstemmen met de artikelen 60, 61 en 62 van het voornoemde koninklijk besluit van 19 november 1998.

De minister moet immers, volgens de behoeften van de dienst, een betrekking vacant kunnen verklaren wanneer de disponibiliteit voortduurt (artikel 60).

Evenzo wordt in het ontwerp, doordat het voormelde artikel 61 er niet in overgenomen wordt, niets bepaald over de gevolgen van de weigering om een ambt te bekleden wanneer een einde komt aan de disponibiliteit.

.../...

Ten slotte is het voor het personeelslid belangrijk te weten dat het na de indisponibiliteitstelling opnieuw zijn betrekking zal bekleden indien hij in die betrekking niet vervangen werd (artikel 62).

De artikelen 60, 61 en 62 van het voornoemde koninklijk besluit van 19 november 1998 moeten echter worden aangepast om rekening te houden met de leidinggevende bevoegdheid van de magistraten ten opzichte van de personeelsleden van de gerechtelijke diensten.

2. Artikel 59 van het ontwerp bepaalt dat het personeelslid ertoe gehouden is een adres binnen het Rijk aan de "administratie" bekend te maken.

De onderhavige bepaling dient preciezer te worden gesteld omdat de gerechtelijke diensten niet in de vorm van een "administratie" georganiseerd zijn.

Artikel 54

Een indeling in paragrafen is niet verantwoord als elke paragraaf uit slechts één lid bestaat.

Artikel 56

Artikel 56 dient te worden aangevuld met een als volgt gesteld derde lid, dat het tweede lid van artikel 60 is :

.../...

"De laatste activiteitswedde is die welke vóór de verminderde prestaties verschuldigd was".

Artikel 60

Het tweede lid dient te vervallen (zie de opmerking bij artikel 56).

Artikel 62

In verschillende bepalingen van het ontwerp, waaronder artikel 62, wordt de term "overheid" gebruikt.

Het is verkieslijk dit begrip te preciseren, gelet op de bijzondere organisatie van de gerechtelijke diensten.

Volgens de gemachtigde ambtenaar wordt met die term in het algemeen de Minister van Justitie aangeduid.

Gelet op de artikelen 331 en 331bis van het Gerechtelijk Wetboek dient evenwel inzonderheid rekening te worden gehouden met de bevoegdheden van de verschillende betrokken korpschefs.

Het ontworpen besluit dient derhalve te worden aangevuld met een definitie van de term "overheid", waarin voor de verschillende personeelscategorieën de betrokken personen zouden worden opgegeven, door ofwel gewoon te verwijzen naar de artikelen 331 en 331bis van het Gerechtelijk Wetboek, ofwel die personen nauwkeurig op te sommen.

Als het ontwerp dus wordt aangevuld, wordt beter het begrip "overheid" erin beter wordt weergegeven, inzonderheid in de artikelen 64, §§ 2 en 3, 65, § 1, vierde en zesde lid, § 2, zesde en achtste lid, 74, § 1, 85, § 2, tweede lid, en 88 ervan.

Artikel 65

1. Als het ontworpen besluit de verlofregeling in geval van verlof voor palliatieve verzorging van een persoon, zoals bepaald in de artikelen 100bis en 102bis van de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, uitbreidt tot de personeelsleden van de betrokken gerechtelijke diensten, moeten de bepalingen van de voormelde wet in het ontworpen besluit niet worden opgenomen.

Alleen maatregelen ter uitvoering van die wet, specifiek voor de personeelsleden van de gerechtelijke diensten, kunnen worden vastgesteld.

Zo moet in artikel 65 van het ontwerp niet worden gepreciseerd dat de duur van de loopbaanonderbreking een maand bedraagt, eventueel verlengbaar met één maand, aangezien dit reeds bepaald is in artikel 100bis, § 3, van de voornoemde wet.

Evenzo is de definitie van "palliatieve verzorging" vastgelegd in artikel 100bis, § 2, van de voormelde wet.

.../...

Artikel 65 van het ontwerp dient derhalve te worden herzien opdat het alleen specifieke uitvoeringsmaatregelen voor de personeelsleden van de gerechtelijke diensten zal bevatten.

2. In de Franse tekst van de ontworpen paragraaf 1, vierde lid, dient de term "travailleur" te worden vervangen door de woorden "membre du personnel".

Artikel 66

In de ontworpen paragraaf 2, derde lid, wordt gewerkt met de uitdrukking "de homologatie van de adoptie-akte".

De Raad van State vestigt de aandacht van de steller van het ontwerp op het voorontwerp van wet "tot hervorming van de adoptie", waarin geen sprake meer is van homologatie van de adoptieakte.

Artikel 69

In het derde lid dient de letter "n" als exponent te worden vermeld.

Artikel 70

Deze bepaling is gedeeltelijk ontleend aan artikel 122 van het voormelde koninklijk besluit van 19 november 1998.

In tegenstelling tot die bepaling wordt echter in artikel 70, § 1, van het ontwerp geen cumulatie toegestaan van de onderbrekingsuitkering met de inkomsten die voortvloeien uit een zelfstandige activiteit.

De gemachtigde ambtenaar heeft desgevraagd geantwoord dat volgens hem geen zelfstandige activiteit mag worden uitgeoefend, gelet op artikel 299 van het Gerechtelijk Wetboek.

Krachtens die bepaling mogen leden van rechtbanken, parketten en griffies niet, hetzij persoonlijk, hetzij door een tussenpersoon, enige handel drijven, als zaakwaarnemer optreden of deelnemen aan de leiding of het beheer van of aan het toezicht op handelsvennootschappen of nijverheids- of handelsinrichtingen.

Deze bepaling is mede van toepassing op de referendarissen bij het Hof van Cassatie (artikel 299bis van het Gerechtelijk Wetboek).

Uit deze bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek en artikel 353ter van hetzelfde Wetboek blijkt dat de in artikel 299 van het Gerechtelijk Wetboek genoemde onverenigbaarheden niet van toepassing zijn op de andere categorieën van personeel van de gerechtelijke diensten en dat ze derhalve een zelfstandige activiteit mogen uitoefenen.

.../...

Een soortgelijke redenering dient te worden gevolgd voor de onverenigbaarheden genoemd in de artikelen 297 en 298 van het Gerechtelijk Wetboek, die alleen op de leden van de rechtbanken, parketten en griffies betrekking hebben.

Artikel 70 van het ontwerp dient bijgevolg grondig te worden herzien.

Artikelen 70, § 2, 71, eerste lid, 80, 81, derde lid, 83, eerste lid, en 84

In de Franse tekst behoort "bureau de chômage" te worden geschreven.

Artikel 74

Het is verkieslijk paragraaf 3 als volgt te stellen :

"§ 3. De administrateur-generaal van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening of de door deze laatste aangewezen ambtenaar kan afzien van terugvordering in geval van een werkhervatting op grond van uitzonderlijke omstandigheden als het personeelslid daartoe een verzoekschrift, eventueel vergezeld van bewijsstukken, indient bij de directeur van het werkloosheidsbureau bedoeld in artikel 80. Deze doet het aan de administrateur-generaal toekomen.".

.../...

Artikel 76

In onderdeel 7° is het beter te schrijven :

"... tijdens een ononderbroken periode van ten minste vierentwintig maanden;".

Artikel 79

1. De Raad van State plaatst opnieuw vraagtekens bij de geschiktheid van de gebruikte terminologie wanneer er sprake is van het "bestuur" waaronder het personeelslid ressorteert.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 83, derde lid, van het ontwerp, waarin eveneens de term "bestuur" van het personeelslid gebezigd wordt.

2. Het is de Raad van State niet duidelijk om welke reden het ontwerp niet een gelijksoortige bepaling bevat als die welke opgenomen is in artikel 132 van het voormelde koninklijk besluit van 19 november 1998.

Artikel 85

De ontworpen paragraaf 1, tweede lid, bepaalt :

"... het personeelslid kan zich laten vertegenwoordigen of bijstaan door een advocaat of door een vertegenwoordiger van een representatieve werknemersorganisatie in de zin van artikel 24, derde lid, van het koninklijk besluit van 2 januari 1991 betreffende de toekenning van onderbrekingsuitkeringen.".

.../...

Het is de Raad van State niet duidelijk om welke reden niet verwezen wordt naar de representatieve vakorganisaties bedoeld in de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel.

Zoals reeds onderstreept is in opmerking nr. 1 over de voorafgaande vormvereisten, vallen de personeelsleden van de diensten die de rechterlijke macht terzijde staan binnen de werkingssfeer van deze wet.

De ontworpen bepaling dient dus op dat punt te worden herzien.

Artikel 95

Het is verkieslijk deze bepaling op te nemen in "Hoofdstuk XI. - Verlof voor loopbaanonderbreking. Afdeling I. - Algemene bepalingen."

Artikel 96

Er is geen grond om af te wijken van de regel van de inwerkingtreding op de tiende dag na de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad.

Artikel 97

De Minister van Begroting heeft het ontworpen besluit medeondertekend. Hij dient eveneens te worden belast met de uitvoering ervan.

.../...

Slotopmerkingen

Verscheidene bepalingen van het ontwerp behoeven verbetering uit een oogpunt van correct taalgebruik. Onder voorbehoud van de voorafgaande inhoudelijke opmerkingen wordt bij wijze van voorbeeld ten overvloede op het volgende opmerkzaam gemaakt :

Artikel 7

Men schrijve : "Verloven, met uitzondering van die bedoeld in ...", alsook "de door een wets- of verordening-bepaling voorgeschreven dienstvrijstelling"

Artikel 10

In paragraaf 1, derde lid, schrijve men: "afgerond op ..." en in paragraaf 2, eerste lid, "... zijn volledige jaarlijkse vakantieverlof ... neerlegt, heeft ..."

Artikel 22

Men schrijve "ziekenhuisopneming" in plaats van "hospitalisatie". Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp.

Artikel 25

In het eerste lid schrijve men: "... welke aan de werkelijke bevallingsdatum voorafgaat ..." Een zelfde opmerking geldt voor het tweede lid.

Artikel 26

Aan het begin van de inleidende volzin schrijve men : "Gelijkgesteld worden met werkdagen die ..."

Artikel 28

Men schrijve: "Tijdens de zwangerschap of lactatie ..."

Artikel 30

Men schrijve : "... krijgt ambtshalve verlof voor ..." Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp.

Artikel 33

Men schrijve "maximaal drie maanden" of "ten hoogste drie maanden", alsook "Op verzoek van ..."

Artikel 53

Men schrijve: "Het personeelslid kan door middel van halvedagprestaties voor een tijdvak van maximaal dertig kalenderdagen zijn ambt weer opnemen ..."

Artikel 57

Men schrijve : "Dit recht heeft pas uitwerking nadat ... in disponibiliteit wegens ziekte is gesteld ..."

Artikel 62

Men schrijve : "Het personeelslid neemt op zijn verzoek zijn functie weer op vóór het einde ... na een opzeggingstermijn van ..."

Het gehele ontwerp zou uit een oogpunt van correct taalgebruik zorgvuldig herzien moeten worden.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

Y. KREINS,

conseiller d'Etat, président,
staatsraad, voorzitter,

P. LIENARDY,
P. QUERTAINMONT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

P. GOTHOT,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

J. van COMPERNOLLE,

Madame
Mevrouw

B. VIGNERON,

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par
Mme P. VANDERNACHT, auditeur. La
note du Bureau de coordina-
tion a été rédigée et exposée
par Mme I. LEYSEN, référendaire
adjoint.

Het verslag werd uitgebracht
door Mevr. P. VANDERNACHT, audi-
teur. De nota van het Coördina-
tiebureau werd opgesteld en toe-
gelicht door Mevr. I. LEYSEN,
adjunct-referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandai-
se a été vérifiée sous le contrôle
de M. P. LIENARDY.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. P. LIENARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

Y. KREINS